

LE TEMPS

28.03.2018

Le Conseil Fédéral dit non à l'initiative « pour une Suisse libre de pesticide »

Le prix d'une mise au ban serait trop élevé, considère le Conseil fédéral

«Non», dit le Conseil fédéral à l'initiative populaire «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». Déposée en mai par un collectif citoyen, la proposition réclame leur interdiction dans l'agriculture, la transformation des produits agricoles et l'entretien du paysage. Elle veut également prohiber l'importation vers la Suisse de denrées dont la production a nécessité de tels produits, ou qui en contiennent.

L'initiative «limiterait trop fortement la marge de manoeuvre du secteur agroalimentaire et de l'agriculture suisses», dit le gouvernement. De plus, ajoute-t-il, «la qualité des denrées alimentaires serait menacée, la production indigène diminuerait, l'offre serait moins variée, le choix des consommateurs serait plus limité et le tourisme d'achat augmenterait». L'interdiction d'importer serait en outre contraire à la réglementation de l'Organisation mondiale du commerce et aux accords de libre-échange en vigueur, indique le Conseil fédéral.

Aucun contreprojet n'a été opposé par les sept Sages, qui estiment qu'à l'instar de l'initiative «Pour une eau potable propre et une alimentation saine»

Refusée sans contre-proposition

Les mesures en consultation dans le cadre de la stratégie agricole 2022 se penchent déjà sur la question. L'argumentation générale du gouvernement reprend celle déployée pour s'opposer aux initiatives citoyennes «Pour des aliments équitables» et «Pour la souveraineté alimentaire», soumises au peuple le 23 septembre prochain.

«Tournant raté»

«Le gouvernement est en train de rater un tournant», selon la conseillère nationale Verte Lisa Mazzone (GE). «Quatre initiatives citoyennes qui se préoccupent du contenu de notre assiette, cela montre pourtant bien l'intérêt des gens pour cette thématique», déplore l'écologiste.